





ainsi que des sites bâtis dignes de protection, sans toutefois faire un usage excessif de ce droit. Il a par le passé régulièrement apporté la preuve qu'il ne pratique pas une politique d'obstruction. On rappellera ici que l'association avait adopté après un examen de la question, une position favorable sur le fond au parc d'éoliennes du Schwyberg. Et cela bien avant Fukushima.

La décision prise à une faible majorité par le Conseil national résulte d'un refus de tirer des enseignements de la catastrophe de Fukushima. Il est exact que nous avons besoin d'énergie, mais d'une énergie produite d'une façon la plus proche possible de la nature. Cela est dans notre intérêt à tous. Il semblerait bien que les mêmes milieux peu ouverts à la protection de la nature et du paysage profitent de l'occasion offerte pour retirer précisément à cette protection un instrument important. On ne peut que déplorer le fait que cette manœuvre ait dans un premier temps trouvé une majorité au Conseil national.

Lors de la votation fédérale du 30 novembre 2008, le peuple suisse et les Cantons ont rejeté à une majorité des deux tiers et sans une majorité dans aucun canton l'initiative « Droit de recours des organisations: Assez d'obstructionnisme - Plus de croissance pour la Suisse! ». Aujourd'hui, les perdants tentent d'instrumentaliser la catastrophe de Fukushima et de détourner l'argumentation de la protection de l'environnement afin d'invalider la volonté populaire clairement manifestée.

Le Deutschfreiburger Heimatkundeverein compte maintenant sur le sens politique du Conseil des Etats, puisque celui-ci a l'occasion lors de la session d'automne de corriger le vote du National dans le sens de la volonté populaire, c'est-à-dire en rejetant la motion Rutschmann visant à mettre fin au droit de recours des associations pour tout projets relevant du domaine de l'énergie – y compris ceux axés sur le seul profit.

### **Pour plus de renseignements**

Christian Meier, co-président HKV, tél. 079 822 08 08

Alain Grandjean, co-président HKV, tél. 079 748 34 11